

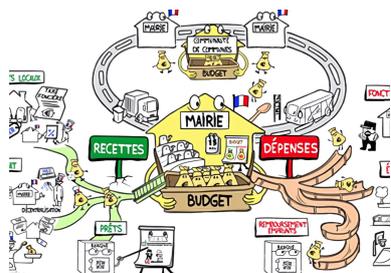
<http://pierre-alainmillet.fr/La-rigueur-populaire-et-la-gabegie-financiere>



Conseil de la métropole du 17 mars 2025

La rigueur populaire et la gabegie financière

- Interventions - Conseil métropolitain du Grand Lyon -



Date de mise en ligne : lundi 17 mars 2025

Copyright © Blog Vénissian de Pierre-Alain Millet - Tous droits réservés

Monsieur le président, chers collègues

Ce budget primitif est cohérent avec les présentations du débat d'orientation. Nous devons faire face comme prévu à une nette baisse des financements de l'état, nos recettes propres sont affaiblies par la crise persistante de l'immobilier, et les dépenses sociales contraintes augmentent.

Les pertes de financement de l'état dépassent 40M€ et en commission, il a été dit que cela pourrait dépasser 60M€. Nos recettes de DMTO sont prévues prudemment en baisse de 50M€. Nous perdons donc 100M€, compensés partiellement pour 20M€ par les bases de la CFE et pour 10 millions par les produits des services. Il est tout à fait justifié d'augmenter le taux de CFE, j'y reviendrai.

En maintenant notre investissement à 600M€, notre autofinancement est de 50M€, loin du nécessaire pour notre PPI. Nous avons depuis 2020 une trajectoire de désendettement, ce ne peut être le cas cette année. Ce sera un problème pour le prochain mandat si le contexte reste le même et que, a priori, à l'économie de guerre annoncée par Emmanuel Macron conduise demain à de nouvelles coupes, notamment pour les collectivités locales.

Cela dit, en 2025, il nous faut décider d'une gestion rigoureuse de cette situation, et comme le débat d'orientation budgétaire l'annonçait, en défendant nos missions et nos priorités et les efforts réalisés pour répondre aux besoins des habitants.

Sur la plupart des politiques, il faut serrer les boulons, demander aux services de réussir à faire autant ou presque autant, avec un peu moins, parfois à aller moins vite, à prioriser. On avait l'impression que les élus d'opposition en commission étaient inquiets. C'est assez amusant de voir ceux qui dénoncent à chaque occasion les dépenses publiques excessives et font des promesses électorales répétées du genre "supprimer 100 000 fonctionnaires" s'inquiéter de baisses certes significatives, mais décidées par chaque vice-président en toute responsabilité avec les directions concernées.

L'effort le plus important porte sur les charges générales, en baisse de 16M€, devant les subventions en baisse de 14M€, soit 2,9%, ce qui impacte bien sûr, avec parfois des baisses de 10%, mais il faut rappeler que c'est au total 14M€ sur près de 500M€ de subventions.

Et les dépenses sociales, largement contraintes, augmentent, de 10M€ pour le RSA, 8M€ pour la PCH, et 4M€ pour les frais de séjour.

Le summum est atteint quand des élus d'opposition s'inquiètent d'une baisse de l'accompagnement du RSA, quand les gouvernements successifs de ce président qui dénonce le « pognon de dingue » ne cessent de critiquer ce RSA et rogner sur les budgets sociaux, ou carrément réduire les droits, quand la majorité régionale que ces mêmes forces politiques dirigent, réduit chaque année son soutien à la formation professionnelle, mettant l'existence de nombreux acteurs en cause.

Nous savons que les vice-présidents ont fait très attention au dialogue avec tous les acteurs. Nous avons tous en tête bien sûr la crise de l'hébergement avec l'augmentation du nombre de personnes à la rue, malgré la hausse des capacités d'accueil, et malgré les efforts de la métropole au-delà même de ses compétences. Nous avons reçus

jeudi dernier la délégation du collectif hébergement en danger avec un vrai dialogue dans lequel ils nous expriment les urgences tout en reconnaissant les efforts réalisés par la métropole et l'enjeu des politiques d'immigration nationales qui sont le premier facteur de précarité.

Nous resterons attentif à la qualité de ce dialogue social et partenarial pour nous adapter collectivement à cette situation contrainte, et nous voterons bien sûr ce budget en rappelant à tous le fonds du problème des finances publiques. Oui, il faut de la rigueur dans la gestion de la dépense publique. Le monde populaire sait très bien qu'un sou est un sou, qu'on ne peut pas dépenser ce qu'on n'a pas. Mais où sont les grandes masses des dettes dans un pays comme la France ? pas dans les milieux populaires bien sûr, pas non plus dans les collectivités locales, dont la dette est financée par un excédent de fonctionnement. L'état lui, ne cesse sous tous les gouvernements de creuser un déficit de fonctionnement interdit pour les collectivités. Ceux qui creusent la dette de l'état nous répètent que c'est la faute aux pauvres et aux fonctionnaires, oubliant la hausse continue des aides publiques aux entreprises, j'y reviendrai, et l'explosion des dividendes et des fortunes qui visiblement ne sont pas écrasés par la fiscalité !

ELon Musk a acheté le réseau Twitter pour 44 Milliards, comment ? Il s'est endetté de 13 Milliards auprès de banques qui ne savent que faire de ces titres toxiques, il a vendu des milliards d'actions TESLA, à ceux qui ont cru faire une bonne affaire. Rappelons qu'une valeur boursière est volatile par nature. Mes anciens collègues devenus actionnaires du groupe hollandais qui avait racheté l'entreprise où je travaillais s'en souviennent. Ils avaient acheté l'action 1\$ et se moquait de moi quand elle en valait près de 200\$. J'en ai souri quand elle a été supprimée à une valeur de 1 cent. Bref, Musk est un fabricant de dettes, comme notre Bruno Le Maire qui a creusé la dette de l'état de 1000 milliards pendant ses mandats mais continue à nous donner des leçons.

J'évoquais au dernier conseil le général de Gaulle en 1957 et tous les économistes peuvent vérifier, avec un effort limité de réduction de 3% du déficit par an, avec une croissance pas extraordinaire de 3% par an, une politique accommodante de la BCE de taux à 2%, et une inflation à 5%, en 20 ans, la moitié de la dette sur PIB a disparu, avec une inflation à 9%, celle de ma jeunesse, il suffit de 10 ans ! Par contre, sans inflation et sans croissance, la dette ne peut qu'augmenter !

Mais pourquoi personne ne veut le faire ? parce-que il y aurait des gagnants, les salariés, surtout s'ils ont empruntés pour acheter une maison, et des perdants apparents, les propriétaires, pas parce-qu'ils auraient perdu leurs biens, mais parce-qu'ils auront l'impression qu'ils ont moins de valeur. Et plus ils sont gros, plus ils auront l'impression de perdre le poids qu'ils ont sur la société. Avec la dette, c'est la valeur relative des actifs qui se déprécie. Les plus gros ne deviennent pas pauvres pour autant, mais ils ne sont plus les seigneurs.

N'oublions pas que les premiers profiteurs de la dette, ce sont les prêteurs qui s'enrichissent en dormant. Je ne vous répète pas la célèbre déclaration de Marx sur la dette publique. Seul, un état ouvrier peut être rigoureux. Oui, le discours de la dette est le discours des rentiers, pas des travailleurs qui produisent.